

Les conférences de la paix : un grand jeu de dupes.

Pour la réunion du 10 avril 2021.

Le cycle des événements que nous vivons en Afghanistan pourrait se nommer le cycle des conférences ou en termes moins diplomatiques, le cycle des conférences des dupes. Le premier événement a été la conférence de Doha, au Qatar, qui a réuni les Américains et les talibans, et qui s'est conclu par les accords signés le 29 février 2020. Le caractère étrange de cette conférence est immédiatement perceptible : le gouvernement afghan, pourtant reconnu par la communauté internationale, en est exclu, de par la double volonté des Américains et des talibans.

Les ambitions du Qatar sont manifestes : l'émirat cherche à se faire valoir sur la scène internationale, en rivalité avec l'Arabie Saoudite. Du côté américain, nous sommes toujours sous l'administration Trump : Trump essaye de se dégager le plus possible des conflits du moyen orient et de l'Orient suivant le slogan « America First ». Se dégager, partir le plus vite possible : cela veut dire renoncer à soutenir les revendications concernant les droits de l'homme (scolarisation des filles, respect des minorités ethniques, système politique basé sur des élections par exemple). Ces renoncements font l'affaire des talibans.

La stratégie des talibans est transparente : ils ne céderont sur rien, et ils déclarent qu'ils commettront des attentats jusqu'à ce qu'ils obtiennent entière satisfaction. Ils déclarent que l'État afghan actuel ne peut pas se dire islamique, qu'il ne sera islamique que quand la sharia sera appliquée dans son intégralité. Les Américains qui pensaient au moins sauver la scolarité des filles jusqu'à 12 ans, et le principe d'un pouvoir établi sur des élections, s'aperçoivent que les talibans ne négocieront rien du tout, ce qu'ils confirment par une série d'attentats ciblés : fonctionnaires du gouvernement, journalistes. (La présentatrice de télévision Malalaï Maiwand est tuée avec son chauffeur) Assassinat du journaliste Yama Siawash, qui était très apprécié des Afghans pour son franc parler, ses connaissances et son honnêteté) Les attentas contre les civils se succèdent au rythme presque régulier de 60 morts par mois.

Les talibans imposent des préalables aux discussions : la libération des prisonniers. Ashraf Ghani manifeste des réticences, en particulier en ce qui concerne les prisonniers de droit commun. Les talibans ne veulent faire aucune distinction entre les droits communs et les prisonniers combattants (talibans).

Le gouvernement d' Ashraf Ghani opère par tranches de 5 000 prisonniers. Mais plus le gouvernement libère de prisonniers, (il y en aura 40 000 de libérés en tout) plus les talibans se font menaçants. Ashraf Ghani a beau démontrer que

les talibans libérés rejoignent les rangs des combattants, rien n'y fait. Ashraf Ghani n'a plus qu'un contingent minimum de 7 000 prisonniers.

Histoire de faire trainer les choses, les talibans imposent ensuite un débat sur le statut juridique qu'auront les discussions. Ils imposent que les discussions se fassent suivant les règles juridiques hanéfites, ce qui risque d'exclure d'emblée les musulmans chiites, qui ne reconnaissent pas l'école hanéfite du droit ...

Pour le reste, c'est-à-dire pour les questions de fond, les discussions « exclusives » sont bloquées. On entend par discussions « exclusives » celles qui excluent le gouvernement d' Ashraf Ghani. Les Qataris s'impatientent : la conférence coûte cher pour ne rien produire.

Tantôt les Américains rappellent que faute de nouvel accord, il appliqueraient l'accord exclusif du 29 février 2020, c'est-à-dire le départ des troupes américaines le 1 er mai, et une limitation drastique des crédits civils et militaires.

Tantôt , le secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) déclare que la situation nouvelle rend caduques les décisions de Doha.

L'échec des démarches « inclusives »

Le gouvernement d'Ashraf Ghani semble avoir résisté mieux que prévu. Certains responsables américains avaient jugé

qu'il s'écroulerait dès l'annonce du retrait des troupes US au premier mai. Il n'en a rien été. Ahraf Ghani et Abdullah Abdullah, ainsi que d'anciens commandants se regroupent autour du seul gouvernement qui ait une forme de légitimité : ils veulent former un front uni de ceux qui n'imaginent pas que l'Afghanistan puisse être gouverné autrement que par des responsables élus.

Les talibans, constatant l'échec de la conférence de Doha, ont entrepris de faire le tour des capitales de la région : ils ont été reçus avec politesse, mais sans plus. On les a écoutés, mais personne ne leur a rien promis.

Les Américains essayent alors une autre formule : celle d'un gouvernement appelé intérimaire, sans élections, regroupant les différentes forces politiques du pays. Cette formule suscite l'hostilité d' Ashraf Ghani qui déclare qu'il ne remettra le pouvoir qu'à la fin de son mandat et à un président élu, conformément à la constitution en cours. On arrive à quelque chose d'étrange, on a l'impression de jouer à fronts renversés: les américains tiennent l'élection pour peu de chose, et les responsables afghans donnent aux américains une leçon de démocratie : pas de pouvoir légitime sans élections !

La démarche inclusive et le problème des parrains

Zalmay Khalizad, responsable de l'Afghanistan pour l'administration américaine (il l'était déjà sous Trump et sous

Obama) cherche donc une autre issue. Il cherche maintenant une solution « extérieure », ayant fait l'expérience que les solutions « intérieures », regroupant les forces afghanes, était impossible. Il s'agirait de fédérer un certain nombre de pays puissants dans la région, autour d'un projet de paix en Afghanistan...

La démarche pourrait avoir un sens, s'il y avait quelque part des accords à garantir. Une série de gouvernements pourraient prendre l'engagement de respecter et de faire respecter des accords. Seulement, il n'y a pas d'accords.

Cette solution consisterait surtout en la réunion d'une grande conférence à Ankara sur le plan médiatique, le fait que la conférence se tienne à Ankara aurait des avantages : la Turquie pratiquant un certain mélange, à géométrie variable, de la loi islamique et des droits de l'homme occidentaux pourrait servir de modèle constitutionnel.. Les Occidentaux ont une dette envers les Turcs : les turcs bloquent des centaines de milliers de migrants à la frontière. Ils ont là un moyen de pression considérable. Les Turcs sont les amis des dirigeants de l'Arabie Saoudite, et pourraient réussir là où les Qataris ont échoué. De plus, beaucoup d'afghans aisés se sont déjà établis en Turquie où ils ont fait construire nombre de résidences secondaires.

Si Erdogan regardait un peu vers l'Afghanistan, il oublierait peut-être la Libye C'est en Turquie comme en Arabie Saoudite que sont déjà des sommes considérables détournées

d'Afghanistan par la corruption. Le politique suivrait l'économique... Et puis, sait-on jamais, la Turquie pourrait retrouver un jour le chemin de l'Europe. ? Ceux qui auraient misé sur la Turquie se retrouveraient favorisés... Les Américains ont très envie de refiler la patate chaude aux Turcs. Les Turcs y ont aussi leur intérêt : l'Afghanistan serait un élément de plus dans un grand marché qui inclurait le problème kurde, les gisements pétroliers en Méditerranée, les rapports avec Israël.

A part les turcs, qui pourrait servir de parrain ?

Qui pourrait servir de parrain pour garantir une évolution pacifique vers un régime stable en Afghanistan ? En quoi pourrait consister ce parrainage ? Il s'agirait de remplacer les puissances qui, historiquement, ont contribué au développement de l'Afghanistan, en même temps qu'à sa soumission, la dernière de ces puissances étant les États Unis.

Les Russes ont déjà donné, mais ils peuvent aider les anciennes républiques soviétiques d'Ouzbékistan et du Tadjikistan à maintenir la paix sur les frontières Nord d'Afghanistan. Ayant déjà une certaine expérience du tourisme international, ces pays pourraient aider à développer des activités touristiques. L'Iran est, certes une république islamique chiite, mais l'Iran pourrait contribuer à développer l'ouest de l'Afghanistan ; son influence est déjà considérable dans la région de Hérat...

Le Pakistan pourrait, peut-être aider une autre république islamique, qui pourrait lui ressembler... (lui ressembler tellement qu'elle pourrait la dévorer ? lui ressembler autant que deux états ne seraient pas nécessaires ?) On pourrait même penser à l'Inde si une certaine forme de racisme n'avait pas forcé la communauté indienne de Kaboul à quitter l'Afghanistan.

On voit mal la Chine, qui a beaucoup à faire avec le problème des Ouïgours, passer des accords politiques et commerciaux avec un État islamique intégriste.

La solution du parrainage extérieur est vraisemblablement une utopie. Aucun état ne peut maintenir le calme et la sécurité chez un voisin, pas plus qu'à l'autre bout du monde. Surtout si aucun programme propre à cet État ne pourrait servir de référence.

Les choses vont s'éclaircir quand nous arriverons au premier mai, la date de départ fixée par les américains. Vont-ils vraiment partir ? Pour l'instant, généraux et politiques se livrent à une bataille de chiffres : les militaires voudraient maintenir 2500 hommes et deux grandes bases, pour former l'armée afghane, et garder quelques unités de combat, avec les drones.. Trump ne voulait maintenir que 1500 hommes, dans un premier temps, pour les faire tous rentrer par la suite.

Mais qui paiera les milliards de dollars du budget civil afghan ? Et les milliards de dollars du budget militaire ?

Pour finir, à la mode afghane, qui conclut souvent par des anecdotes, deux faits significatifs.

Premier : les nouvelles qui parviennent d'Afghanistan sont invérifiables, incontrôlables et souvent fausses. Ainsi, en une semaine on a annoncé sur les télévisions afghanes la mort de Dostom, la mort de Sayaf et la disparition d'Achraf Ghani, que certains prétendraient avoir vu aux États Unis. Aucun média ne reprend ces nouvelles, vraisemblablement fausses. Quand les fake news remplissent l'espace médiatique, c'est un symptôme très inquiétant.

Autre symptôme : la théâtralisation de la violence. Il y a, en Afghanistan, une émission « the voice » sur le modèle de l'émission américaine. L'émission connaît tous les rebondissements possibles : des meurtres, des enlèvements, des disparitions à l'étranger, des séquestrations... elle est complètement à l'image du pays et c'est bien inquiétant.

Michel Tourneux